

## L'édito du blog

### LE FANTÔME D'UNE SOCIÉTÉ QUI S'EFFONDRE

La crise actuelle est une crise sanitaire, économique, financière, sociale, globale, mondiale. En bref, si nous laissons de côté les situations créées par une guerre mondiale, nous ne pourrions pas imaginer une crise plus profonde. Bien sûr, nous "savions" qu'un jour elle arriverait et nous l'avons imaginée d'un point de vue théorique, mais la voir de nos propres yeux, si soudainement et si colossale, est quelque chose qui laisse pantois. Et quand on pense qu'une crise d'une telle ampleur pouvait être déclenchée par... un virus qui, dans les pays impérialistes, pourrait causer un taux de mortalité de 1 à 3 % des sujets contaminés (mais dans les pays périphériques il pourrait être beaucoup plus élevé), on pourrait penser qu'en fin de compte le système du capitalisme mondial pourrait être un colosse aux pieds d'argile. Bien sûr, lorsque la société a rassemblé une telle quantité de matières inflammables, il suffit d'une étincelle (un virus !) pour que tout explose.

Le monde entier est au point mort. De la Chine à la Californie et New York, en passant par l'Europe (et même l'Angleterre s'y est décidée). La paralysie rebondit sur l'Amérique latine (l'Argentine est déjà complètement paralysée, le Brésil est en route et les autres pays suivront). L'appareil productif du capitalisme mondial est presque paralysé, soit par la décision des gouvernements, soit par le manque d'éléments nécessaires à la production (en raison de la paralysie de la production en Chine et de l'"effet domino"), soit parce que les prolétaires refusent de travailler en raison de l'absence de sécurité sanitaire élémentaire.

Les marchés boursiers sont en chute libre, le monde des affaires est en panique totale, les banques centrales sortent d'énormes quantités d'argent de sous la table. Mais ils ont déjà épuisé cette voie pour sauver le capitalisme mondial. Les grandes entreprises devraient faire faillite et, si nécessaire, les gouvernements ultralibéraux promettent des nationalisations à la chaîne.

Les conséquences sociales sont déjà dramatiques pour le prolétariat et les classes moyennes inférieures. Non seulement en raison des licenciements de travailleurs précaires et de l'appauvrissement massif de ceux qui sont "au noir", mais également parce que l'on s'attend à ce qu'ils soient frappés à l'avenir par une vague beaucoup plus dévastatrice que celle de 2008-2009. Et la bourgeoisie s'y prépare. L'État français a approuvé un état d'urgence qui lui permet d'enfreindre le Code du travail. Dans le même temps, elle annonce qu'elle va mobiliser 100 000 policiers, gendarmes et soldats pour soi-disant faire respecter le confinement de la population. Et les petits commerçants, les petits producteurs de denrées alimentaires, les restaurants, le tourisme et les indépendants seront laminés - ils le sont déjà - par la paralysie actuelle, la fermeture des frontières et cette crise qui ne sera pas de courte durée.

Les pays périphériques sont déjà durement touchés. Le capital hironnelle les fuit et tente de se réfugier dans les métropoles impérialistes, accentuant encore plus leurs dettes impayées. La crise du pétrole (il est tombé en dessous de 25 dollars !) met à genoux les États producteurs qui en dépendent. La crise du capitalisme à laquelle nous nous attendions sera beaucoup plus violente que ce qu'on avait pu imaginer.

Les amortisseurs sociaux que la société bourgeoise de l'après-guerre a si laborieusement mis en place et que toutes les bourgeoisies s'efforçaient progressivement de démanteler, seront impitoyablement laminés les uns après les autres.

Dans chaque pays, l'ensemble de la société, à tous les niveaux et dans toutes les classes sociales, retient son souffle. Le silence dans les rues est le signe le plus clair de cette situation de crise profonde. Les gouvernements sont dans un état de panique. Ils savent qu'ils devront rendre des comptes de ce désastre sanitaire, social et économique qui est une conséquence directe de l'indifférence, l'incompétence, l'incapacité des États bourgeois à préserver la société et les masses laborieuses des désastres qui sont le produit du capitalisme lui-même.

Le Manifeste de 1848 commençait en disant : "*Un fantôme hante l'Europe : le fantôme du communisme*". Aujourd'hui, il commencerait par dire : "*Un fantôme hante le monde : le fantôme d'une société qui s'effondre, le fantôme des conséquences économiques, politiques et sociales d'une terrible crise du capitalisme mondial*".

C.N.S. (24-3-2020)